

devant ce qu'ils appellent les politiques nationalistes et myopes du Canada. J'espère pouvoir contribuer, grâce à cet exposé, à atténuer cet état de choc apparent.

Il est évident que des éléments importants du secteur privé, du Congrès et de l'administration des États-Unis perçoivent un changement troublant dans les politiques économiques canadiennes. Outre les mots "nationaliste" et "myope", les termes "interventionniste", "restrictive" et "discriminatoire" sont le plus souvent utilisés pour caractériser cette réorientation supposément subite de notre politique. Si l'on en croit du moins certains Américains influents, on ne "reconnaît" plus ce Canada qu'on croyait pourtant connaître.

Outre ces préoccupations généralisées dans certains milieux, on nous reproche aussi plus particulièrement — et ce, surtout du côté des grandes sociétés — d'avoir subitement modifié "les règles du jeu" au Canada, ce qui revient, selon ces milieux, à un traitement injuste. Les sociétés en cause n'ont pas hésité à prendre des mesures conformes à leurs convictions et à tenter de rallier des appuis, souvent auprès de leurs amis au Congrès.

**Panique
injustifiée**

Ce niveau de panique est injustifié, mais il est jusqu'à un certain point compréhensible puisque les enjeux commerciaux et économiques sont élevés. En effet, plus de 21 p. 100 des investissements étrangers directs des États-Unis se situent au Canada ; selon les dernières données disponibles, cela représenterait plus de 38 milliards de dollars. L'enjeu est donc élevé. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a aussi un revers à la médaille. En 1980, les échanges entre nos deux pays se sont chiffrés à quelque 90 milliards de dollars, soit le volume le plus fort entre deux pays donnés. Il est donc bien évident que ni l'une ni l'autre partie ne veut compromettre des liens économiques aussi importants.

Or, la clé du maintien de l'intégrité des relations repose sur la connaissance des faits. J'aimerais donc que les Américains soient davantage renseignés sur les réalités canadiennes. De la sorte, ils en viendraient à reconnaître que ces réalités ne menacent pas les intérêts américains, mais qu'ils sont le signe d'un pays en train de se renforcer — non pas aux dépens des autres — renforcement qui en fera un voisin et un allié plus sûr pour ce pays.

Ce processus de consolidation de la nation canadienne est pour nous un phénomène passionnant. Nos débats internes sur la forme que devrait prendre notre gouvernement vous sont bien connus ; ils sont nés des négociations qui ont mené à la création de notre Confédération il y a plus de cent ans. Mais l'on connaît peut-être moins le débat qui se poursuit sur la politique de développement économique, débat qui est mené parallèlement à la discussion politique.

Ces deux courants sont maintenant en train de se fusionner alors que la question constitutionnelle est près d'aboutir et que l'orientation générale de notre politique de développement économique se précise. Un proche voisin ne manquera pas de ressentir l'effet conjugué de cette "maturation" ; mais si nos voies de communication restent ouvertes, le phénomène ne devrait pas paraître trop menaçant.

Lorsqu'il a présenté le président Reagan à la Chambre des communes le 11 mars